



Gabon

Accord ratifié: **Oui**

Date de ratification: **2016-12-05**

Notifications de mise en oeuvre (Catégories A, B, C)

	Date d'échéance	Statut
Notification des désignations des catégories A,B,C	22 février 2017	Oui
<p>A - 13.9%</p> <p>B - 21.4%</p> <p>C - 64.7%</p>	Not yet notified - 0.0%	
Notification des dates indicatives de la Catégorie B	22 février 2017	Oui
Notification des dates définitives de la Catégorie B	22 février 2018	Oui
Notification des dates indicatives de la Catégorie C	22 février 2017	Oui
Notification des dates définitives de la Catégorie C	22 août 2019	Oui
Notification des besoins d'assistance technique	22 février 2017	Certain
Notification des arrangements conclus pour la fourniture d'assistance technique	22 février 2018	Non
Notification de l'état d'avancement de la fourniture d'assistance technique	22 août 2019	Non

Notifications de transparence

Notified Art. 1.4	Catégorie C	date définitive de mise en oeuvre 31 décembre 2027	Non
Notified Art. 10.4.3	Catégorie C	date définitive de mise en oeuvre 31 décembre 2035	Non
Notified Art. 10.6.2	Catégorie C	date définitive de mise en oeuvre 31 décembre 2030	Non
Notified Art. 12.2	Catégorie B	date définitive de mise en oeuvre 31 décembre 2027	Non

Renseignements sur l'assistance

Notified Art. 22.3	Non
--------------------	-----

Légendes:

Oui

Notification présentée

Non

Notification due

Non

Notification non échue

Programme de mise en oeuvre			date indicative de mise en oeuvre	date définitive de mise en oeuvre
1.1	Publication	C	au plus tard le 31 décembre 2024	au plus tard le 31 décembre 2027
1.2	Renseignements disponibles sur Internet	C	au plus tard le 31 décembre 2024	au plus tard le 31 décembre 2027
1.3	Points d'information	C	au plus tard le 31 décembre 2024	au plus tard le 31 décembre 2027
1.4	Notification	C	au plus tard le 31 décembre 2024	au plus tard le 31 décembre 2027
2.1	Observations et renseignements avant l'entrée en vigueur	A		au plus tard le 22 février 2017
2.2	Consultations	B	au plus tard le 31 décembre 2020	au plus tard le 31 décembre 2021
3	Décisions anticipées	C	au plus tard le 31 décembre 2022	au plus tard le 31 décembre 2027
4	Procédures de recours ou de réexamen	C	au plus tard le 31 décembre 2022	au plus tard le 31 décembre 2027
5.1	Notification de contrôles ou d'inspections renforcés	C	au plus tard le 31 décembre 2024	au plus tard le 31 décembre 2031
5.2	Rétention	A		au plus tard le 22 février 2017
5.3	Procédures d'essai	C	au plus tard le 31 décembre 2023	au plus tard le 31 décembre 2028
6.1	Disciplines générales concernant les redevances et impositions	C	au plus tard le 31 décembre 2022	au plus tard le 31 décembre 2027
6.2	Disciplines spécifiques concernant les redevances et impositions	C	au plus tard le 31 décembre 2022	au plus tard le 31 décembre 2027
6.3	Disciplines en matière de pénalités	C	au plus tard le 31 décembre 2022	au plus tard le 31 décembre 2027
7.1	Prétraitement avant arrivée	A		au plus tard le 22 février 2017
7.2	Paiement par voie électronique	B	au plus tard le 31 décembre 2020	au plus tard le 31 décembre 2021
7.3	Séparation de la mainlevée	C	au plus tard le 31 décembre 2022	au plus tard le 31 décembre 2027
7.4	Gestion des risques	C	au plus tard le 31 décembre 2022	au plus tard le 31 décembre 2027

Programme de mise en oeuvre			date indicative de mise en oeuvre	date définitive de mise en oeuvre
7.5	Contrôle après dédouanement	C	au plus tard le 31 décembre 2020	au plus tard le 31 décembre 2023
7.6	Temps moyens nécessaires à la mainlevée	C	au plus tard le 31 décembre 2021	au plus tard le 31 décembre 2023
7.7	Opérateurs agréés	C	au plus tard le 31 décembre 2024	au plus tard le 31 décembre 2028
7.8	Envois accélérés	A		au plus tard le 22 février 2017
7.9	Marchandises périssable	A		au plus tard le 22 février 2017
8	Coopération entre les organismes présents aux frontières	C	au plus tard le 31 décembre 2024	au plus tard le 31 décembre 2031
9	Mouvement des marchandises	A		au plus tard le 22 février 2017
10.1	Formalités	C	au plus tard le 31 décembre 2022	au plus tard le 31 décembre 2027
10.2	Acceptation de copies	C	au plus tard le 31 décembre 2024	au plus tard le 31 décembre 2031
10.3	Utilisation des normes internationales	C	au plus tard le 31 décembre 2022	au plus tard le 31 décembre 2027
10.4	Guichet unique	C	au plus tard le 31 décembre 2026	au plus tard le 31 décembre 2035
10.5	Inspection avant expédition	A		au plus tard le 22 février 2017
10.6	Recours aux courtiers en douane	C	au plus tard le 31 décembre 2025	au plus tard le 31 décembre 2030
10.7	Procédures communes à la frontière	C	au plus tard le 31 décembre 2026	au plus tard le 31 décembre 2031
10.8	Marchandises refusées	A		au plus tard le 22 février 2017
10.9	Admission temporaire de marchandises	A		au plus tard le 22 février 2017
11	Transit	C	au plus tard le 31 décembre 2022	au plus tard le 31 décembre 2027
12	Coopération Douanière	B	au plus tard le 31 décembre 2022	au plus tard le 31 décembre 2027

Légendes

A	Notifiée dans la catégorie A	Ap	Notifiée dans la catégorie A		
B	Notifiée dans la catégorie B	Bp	Notifiée dans la catégorie B	C»B	Transfer de la cat. C à la cat. B
C	Notifiée dans la catégorie C	Cp	Notifiée dans la catégorie C	B»C	Transfer de la cat. B à la cat. C
N	Pas encore notifiée	E	Report de dates demandé		

Notifications et autres documents

Symbole	Date de réception	Description
G/TFA/W/92	2023-07-05	The role of technology transfer in building resilience: Trade Facilitation
G/TFA/N/GAB/1	2019-08-22	Categories A, B and C notification
WT/PCTF/N/GAB/1	2014-12-17	Category A notification

Partage d'expériences

11 - Transit

Date	Title
15 juin 2023 - 16 juin 2023	Workshop results on transit issues

1.1 Publication



1.1.1 (a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j) **Date indicative de mise en oeuvre**
31 décembre 2024

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2027

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Technical and financial assistance:

Project (1): Establishment of the information system relating to the Agreement on Trade Facilitation (TFA)

Assign responsibility for information management project to the Minister of Trade (measure 39);

Produce information to be provided and check that it is user friendly and readable;

Revise legal framework to ensure legal validity and authenticity of information provided;

Define and organize provision of information (different aspects of publication media and outlets, information technology, maintenance, storage and publication of information);

Adopt organizational framework to supervise maintenance of information and establish institutional responsibilities, together with policies or rules, including security rules;

Recruit additional human resources;

Carry out training and capacity building.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Ressources humaines et formation*

1.2.1 (a), (b), (c)
1.2.2
1.2.3

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2024

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2027

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Technical and financial assistance:

Project (1): Establishment of the information system relating to the Agreement on Trade Facilitation (TFA)

Assign to National Trade Facilitation Committee (measure 39) the task of drawing up an inventory of relevant projects that might facilitate implementation of this measure;

Revise legal framework to ensure legal validity and authenticity of information provided;

Define and organize provision of information (different aspects of publication media and outlets, information technology, maintenance, storage and publication of information);

Adopt organizational framework to supervise maintenance of information and establish institutional responsibilities;

Ensure systematic use of information and communication technologies (ICTs);

Carry out training and capacity building;

Provide adequate equipment.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et équipement, Ressources humaines et formation*

1.3.1
1.3.2
1.3.3
1.3.4

Date indicative de mise en oeuvre

31 décembre 2024

Date définitive de mise en oeuvre

31 décembre 2027

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Technical and financial assistance:

Project (1): Establishment of the information system relating to the Agreement on Trade Facilitation (TFA)

Estimated cost of project:

272.79 million CFA francs

Establish mechanism for coordination with other agencies, with required cooperation and provision of information (including changing the legal or regulatory framework);

Hold training for staff who will provide the service;

Establish guidelines covering all stages from receiving enquiry to sending reply;

Develop use of standardized communications;

Establish quality control standards and procedures, including deadline for sending replies;

Ensure systematic use of ICTs;

Provide adequate equipment.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et équipement, Procédures institutionnelles, Ressources humaines et formation*

1.4 (a), (b), (c)

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2024

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2027

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Establish enquiry points.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC)*

3.1	Date indicative de mise en oeuvre	Date définitive de mise en oeuvre
3.2 (a), (b)	31 décembre 2022	31 décembre 2027
3.3		
3.4		
3.5		
3.6 (a), (b), (c)	Assistance requise pour la mise en oeuvre	
3.7		
3.8		
3.9 (a) (i), (ii), (i), (ii), (iii), (iv), (c), (d)	Technical and financial assistance:	
	Project (4): Establishment of an operational unit responsible for issuing advance rulings at the Directorate-General of Customs and Indirect Taxation	
	Estimated cost of project:	
	191.1 million CFA francs	
	Create specialist unit or section at Directorate-General of Customs for processing of advance rulings;	
	Establish procedures for making and processing an application (legal and regulatory framework);	
	Carry out training and capacity building (processing of advance rulings, harmonized system);	
	Establish database on advance rulings;	
	Create customs laboratory;	
	Improve national structure for classification work	
	(see WCO study);	
	Ensure systematic use of ICTs;	
	Provide adequate equipment.	
	Étiquettes: <i>Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et equipment, Procédures institutionnelles</i>	

4.1 (a), (b)

4.2

4.3

4.4 (a), (b), paragraph

4.5

4.6

Date indicative de mise en oeuvre

31 décembre 2022

Date définitive de mise en oeuvre

31 décembre 2027

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Revise legal framework to incorporate provisions on appeal time limits and procedures;
Revise legal framework (CEMAC) to incorporate provisions on appeal time limits and procedures.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Diagnostic et évaluation des besoins*

5.1 (a), (b), (c), (d)

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2024

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2031

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Technical and financial assistance:

Project (5): Establishment of a secure system for the importation and exportation of goods in Gabon

Estimated cost of project:

218.4 million CFA francs

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC)*

5.3.1
5.3.2
5.3.3

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2023

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2028

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Technical and financial assistance:

Project (5): Establishment of a secure system for the importation and exportation of goods in Gabon

Set up an accredited multi sectoral national laboratory;
Obtain ISO certification for other existing laboratories (livestock, consumption, ...);
Provide support for veterinary diagnostic laboratory in establishing quality assurance system for purposes of accreditation;
Help with collection of samples needed for tests;
Provide laboratory with aid fund to cover cost of taking samples from livestock;
Change legal or regulatory framework;
Ensure systematic use of ICTs;
Recruit additional human resources;
Carry out training and capacity building for specialist staff (training of employees in specialist schools for biology, chemistry, physics, etc.);
Provide adequate equipment;
Conduct audits of import procedures and processes, particularly inspection of food products, with the assistance of tools or recommendations of relevant international organizations for upgrading the regulatory framework and procedures;
Establish a strategic and operational framework for border agency collaboration;
Computerize formalities relating to sanitary and phytosanitary control procedures and food controls.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et équipement, Diagnostic et évaluation des besoins, Procédures institutionnelles, Ressources humaines et formation*

6.1.1
6.1.2
6.1.3
6.1.4

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2022

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2027

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Conduct analysis of importation and exportation fees and charges to determine those that are ad valorem or the amount of which does not correspond to the cost of services rendered;
Establish system for calculating real cost of procedures and documents supplied;
Train staff in implementation of changes in procedures for collection of fees and charges.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Diagnostic et évaluation des besoins, Ressources humaines et formation*

6.2 (i), (ii)

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2022

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2027

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Revision of CEMAC Customs Code.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire*

	Date indicative de mise en oeuvre	Date définitive de mise en oeuvre
6.3.1	31 décembre 2022	31 décembre 2027
6.3.2		
6.3.3		
6.3.4 (a), (b)		
6.3.5		
6.3.6		
6.3.7		

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Revamp Customs Code to incorporate new provisions.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire*

	Date indicative de mise en oeuvre	Date définitive de mise en oeuvre
--	--	--

- 7.3.1
- 7.3.2 (a), (b)
- 7.3.3
- 7.3.4
- 7.3.5
- 7.3.6

31 décembre 2022

31 décembre 2027

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Formalize current procedure (amend CEMAC Customs Code).

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire*

7.4.1
7.4.2
7.4.3
7.4.4

Date indicative de mise en oeuvre

31 décembre 2022

Date définitive de mise en oeuvre

31 décembre 2027

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Technical and financial assistance:

Project (2): Feasibility study for establishing a multi-sectoral national laboratory in Gabon

Estimated cost of project:

99.75 million CFA francs

Provide specialist training for staff directly involved in the implementation and operation of new procedures, for example with the help of the WCO e-learning module;

Develop risk management strategy and strategic management plan;

Establish a specialist unit within the customs authority (risk management unit) to monitor the implementation and operation of the system for collecting, classifying and analysing data on importers and transporters using relevant databases (CEN at the WCO, national confiscation reports, data provided by other administrations in the context of the WCO Nairobi Convention or bilateral agreements);

Review the legislation and customs regulations to reflect the use of risk management techniques within legal limits;

Introduce the use of an electronic manifest aligned to international standards to enable the identification of high-risk cargos;

Implement data in the computerized system;

Provide adequate equipment.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et équipement, Diagnostic et évaluation des besoins, Ressources humaines et formation*

7.5.1
7.5.2
7.5.3
7.5.4

Date indicative de mise en oeuvre

31 décembre 2020

Date définitive de mise en oeuvre

31 décembre 2023

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Technical and financial assistance:

Project (7): Establish an operational unit responsible for post clearance audits at the Directorate-General of Customs and Indirect Taxation

Estimated costs of project:

223.650 million CFA francs

Strategic planning (development of an auditing strategy and a clear, gradual process);
Capacity building (train customs staff to maximize efficiency of post-clearance audits, raise public awareness of analytical work needed to benefit from the system, provide training in accounting and auditing methods);
Establish system of records/reports to provide customs management with sufficient evidence of achievements of audit team;
Institute cooperation with traders (establish positive atmosphere of trust between traders and customs staff, since post clearance audits are often conducted on traders' premises);
Ensure systematic use of ICTs;
Recruit additional human resources and draw up a plan of training on auditing methods based on risk management for post-clearance auditing staff;
Establish and implement an internal procedure for sharing of information with operational units and risk management to avoid duplication and conflicts regarding areas of competence.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Procédures institutionnelles, Ressources humaines et formation, Sensibilisation*

7.6.1
7.6.2**Date indicative de mise en oeuvre**
31 décembre 2021**Date définitive de mise en oeuvre**
31 décembre 2023**Assistance requise pour la mise en oeuvre**

Technical and financial assistance:

Project (8): Implementation of a study to determine average release times

Estimated cost of project:

110.145 million CFA francs

Carry out study on release of goods (WCO study);

Awareness-raising for other persons working at borders (shipping agents, stevedores, carriers, clearing agents, ...);

Establish a focus group involving the customs authority and the different actors involved in the platform (in particular within the National Trade Facilitation Committee (measure 39)).

Étiquettes: *Diagnostic et evaluation des besoins, Procédures institutionnelles, Sensibilisation*

	Date indicative de mise en oeuvre	Date définitive de mise en oeuvre
7.7.1		
7.7.2 (a) (i), (ii), (iii), (iv), (i), (ii)	31 décembre 2024	31 décembre 2028
7.7.3 (a), (b), (c), (d), (e), (f), (g)		

7.7.4

7.7.5

7.7.6

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Assistance technique et financière:

Projet 9) Mise en place d'un programme de facilitation pour les opérateurs économiques agréés

Coût prévisionnel du projet : 173,250 millions de FCFA

Procéder à la formation et au renforcement des capacités sur la gestion des registres et archive en direction des entreprises;
-Elaborer un programme de formation pour les sociétés privées sur les exigences de tenues des registres et archives.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Ressources humaines et formation, Sensibilisation*



8.1
8.2 (a), (b), (c), (d), (e)

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2024

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2031

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Set up an inter-agency committee for relevant border administrations;
Map procedures, mandates and functioning of all existing entities;
Establish system for monitoring traffic and time periods to measure impact of change with real-time identification of possible bottlenecks at border posts;
Modernize legal framework for border agency cooperation;
Define governance model for adjacent border control posts, including financing modalities for construction, maintenance and operation of facilities.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Procédures institutionnelles*

10.1.1 (a), (b), (c), (d)

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2022**Date définitive de mise en oeuvre**
31 décembre 2027**Assistance requise pour la mise en oeuvre**

Assign role to National Trade Facilitation Committee (measure 39) of analysing trade procedures in force, required formalities and documentation, and trade and documentation practices;

Computerize data exchange procedures;

Carry out training and capacity building.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Diagnostic et évaluation des besoins, Ressources humaines et formation*

10.2.1
10.2.2
10.2.3

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2024

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2031

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Awaiting publication of the new CEMAC Code to ensure application of this Article.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire*

10.3.1
10.3.2

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2022

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2027

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Establish baseline for measuring progress achieved on implementation of each measure;
Introduce a common standard for the transmission of data between the different computer systems of public and private operators;
Reinforce and expand participation in international meetings and sessions on the preparation and revision of standards;
Apply relevant conventions on this subject (Nairobi).

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Sensibilisation*

10.4.1
10.4.2
10.4.3
10.4.4

Date indicative de mise en oeuvre

31 décembre 2026

Date définitive de mise en oeuvre

31 décembre 2035

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Technical and financial assistance:

Project (10): Study concerning the establishment of a Single Window for foreign trade

Cost of project: 175.245 million CFA francs

- Analyse the trade process;
- Take the decision to share data between agencies and departments;
- Raise awareness of all stakeholders regarding the project (see WCO compendium on the Single Window);
- Reinforce ICTs and establish a computerized network system;
- Modify the legal or regulatory framework;
- Change the institutional and/or administrative structure;
- Study the establishment of the Single Window;
- Standardize import and export procedures;
- Harmonize procedures with other border agencies;
- Carry out training and capacity building;
- Provide adequate equipment.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et équipement, Diagnostic et évaluation des besoins, Procédures institutionnelles, Ressources humaines et formation, Sensibilisation*

10.6.1
10.6.2
10.6.3

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2025

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2030

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Revamp and regulate the profession of clearing agent;
Return to application of the CEMAC Customs Code;
Remove Article 112(2) of the Customs Code.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Ressources humaines et formation*



10.7.1
10.7.2 (a), (b), (c), (d), (e)






Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2026

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2031

Assistance requise pour la mise en oeuvre

	Date indicative de mise en oeuvre	Date définitive de mise en oeuvre
11.1 (a), (b)	31 décembre 2022	31 décembre 2027
11.2		
11.3		
11.4		
11.5		
11.6 (a), (b)	Assistance requise pour la mise en oeuvre	
11.7		
11.8		
11.9	Amend the Customs Code.	
11.10		
11.11	Étiquettes: <i>Cadre législatif et réglementaire</i>	
11.12		
11.13		
11.14		
11.15		
11.16 (a), (b), (c)		
11.17		

Légendes

	Notifiée dans la catégorie C		Notifiée dans la catégorie C		Report de dates demandé
	Arrangement avec des donateurs notifié		Arrangement avec des donateurs pas encore notifié		

Téléchargé le 21 janvier 2025
Mis à jour le 18 août 2023